



Trivium

Revue franco-allemande de sciences humaines et sociales - Deutsch-französische Zeitschrift für Geistes- und Sozialwissenschaften

33 | 2021

Concepts historiques fondamentaux - Démocratie

V. La démocratie comme indicateur du mouvement historique (XIX^e siècle)

Hans Maier

Anthony Andurand (éd.)



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/trivium/7655>

DOI : 10.4000/trivium.7655

ISSN : 1963-1820

Éditeur

Les éditions de la Maison des sciences de l'Homme

Référence électronique

Hans Maier, « V. La démocratie comme indicateur du mouvement historique (XIX^e siècle) », *Trivium* [En ligne], 33 | 2021, mis en ligne le 07 juin 2021, consulté le 10 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/trivium/7655> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/trivium.7655>

Ce document a été généré automatiquement le 10 juin 2021.



Les contenus de la revue *Trivium* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

V. La démocratie comme indicateur du mouvement historique (XIX^e siècle)

Hans Maier

Anthony Andurand (éd.)

NOTE DE L'ÉDITEUR

p. 861-873 de l'article original

- 1 Les débats théoriques du XIX^e siècle se caractérisent par le fait que, depuis la Révolution française, l'Europe elle-même avait vécu la démocratie comme une forme d'organisation possible pour de grands États et, partant, comme une force [*Macht*] politique façonnant directement le temps présent. « Démocratie » n'était plus seulement un terme propre à la littérature académique, plus seulement une forme politique qui ne s'était guère concrétisée que dans des régions marginales et sans importance à la périphérie des « grandes puissances » (États-Unis, Suisse, Pays-Bas) ; elle se présentait au contraire comme un mouvement historique central, qui entraînait de plus en plus massivement dans son sillage la vie des peuples. Les propos que formulait Steger en 1849 dans ses *Feuillets complémentaires* [*Ergänzungsblätter*] au sujet de l'Allemagne touchaient par conséquent au cœur [862] de toutes les discussions littéraires et politiques de ce siècle sur la démocratie :

« Une forme de société, fréquemment vantée comme un modèle, est soudainement devenue une vérité parmi nous. La discussion théorique fait face aujourd'hui à un être de chair et d'os, la démocratie est passée du monde des livres à celui de la vie. Nous ne serions pas humains si le surgissement soudain d'un invité aussi inattendu ne nous déconcertait pas quelque peu²⁵⁵. »

1. Approche constitutionnelle

- 2 La prise en compte croissante de la pratique démocratique par la théorie de la démocratie, cette orientation qui connut un grand développement au cours des révolutions européennes du XIX^e siècle et dans le modèle constitutionnel des États-Unis²⁵⁶, désormais passé au premier plan, a eu tout d'abord pour effet un déplacement à l'intérieur de la conception étroitement constitutionnelle de la démocratie. On concevait dorénavant la démocratie de moins en moins comme une forme politique nettement distincte des autres, à laquelle s'opposaient la monarchie ou l'aristocratie en tant qu'alternatives, elle passait bien plutôt pour une composante politique inhérente aux constitutions modernes dans leur ensemble, qui pouvait, selon l'état de la société et la situation historique, se combiner avec des éléments monarchiques ou aristocratiques. Par la suite, le concept de démocratie a tout d'abord perdu, ce à quoi il renvoyait par le passé : 1) la focalisation sur la démocratie « pure » ou « directe » ; 2) la restriction à des États de taille réduite et à des formes simples de sociétés ; 3) l'opposition aux organisations aristocratiques ou monarchiques. Nous retracerons ici cette évolution – également perceptible dans les espaces de langue anglaise ou de langues romanes – principalement au moyen de sources allemandes.

a) La démocratie représentative

- 3 Tandis qu'à l'époque de la Révolution française, la théorie allemande avait encore majoritairement tendance à assimiler la démocratie à la démocratie directe et à considérer toute limitation du pouvoir [*Herrschaft*] direct du peuple comme une transition vers l'aristocratie ou la monarchie, on commença à se départir de cette lecture au cours du *Vormärz*, sous l'influence des théoriciens français. L'idée d'une démocratie « restreinte » (ou « représentative²⁵⁷ ») se développa alors. Selon Pölit, celle-ci se distingue de l'aristocratie en ce que

« les représentants du peuple ne peuvent faire valoir les intérêts d'un groupe statutaire [*Stand*] particulier, mais seulement l'intérêt général du peuple lui-même. Les représentants n'agissent pas en qualité de plénipotentiaires, mais de mandataires. Ils sont désignés par une élection et le nombre de représentants n'est pas établi en fonction des groupes statutaires, [863] mais sur la base de la population totale, de manière statistique²⁵⁸. »

Bien que cette vision ne soit pas restée incontestée²⁵⁹, la distinction entre la démocratie pure (directe) et la démocratie représentative (modérée) a été l'aboutissement durable de la discussion conduite durant le *Vormärz*. Elle apparaît dans les ouvrages de Blum²⁶⁰, Meyer²⁶¹, Brockhaus²⁶² et Bluntschli / Brater, où la démocratie représentative est désignée comme une « démocratie modérément aristocratique, c'est-à-dire ennoblie²⁶³ ». Il est significatif que la théorie n'ait plus décrit désormais les démocraties représentatives comme des aristocraties véritables ou déguisées, comme elle le faisait encore au XVIII^e siècle, mais qu'elle se soit efforcée de circonscrire un vaste domaine de l'ordre démocratique sous des formes représentatives, en le distinguant de la « démocratie absolue²⁶⁴ », d'une part, et de l'aristocratie au sens propre, d'autre part – un signe clair de l'évolution de la situation historique, au sein de laquelle la démocratie n'apparaissait plus uniquement sous les traits du *town government* ou des assemblées cantonales suisses, mais influençait et transformait aussi les formes constitutionnelles des États d'une taille plus importante.

b) La démocratie dans les grands États

- 4 Cette évolution renvoie au fait que, dans la théorie, la forme de gouvernement démocratique n'était plus réservée, désormais, aux entités politiques simples et de taille réduite et dont la société était homogène. Si Schlözer avait estimé que la démocratie pouvait exister « chez un peuple qui n'a pas été corrompu et ne dispose pas d'une culture, qui n'a pas d'autres affaires à mener en commun que celles qui relèvent du simple bon sens », tandis que, « pour un peuple plus important, raffiné et donc corrompu », la démocratie représentait selon lui « la plus despotique des formes de gouvernement²⁶⁵ », les conceptions ont commencé, sur cet aspect également, à évoluer progressivement durant le *Vormärz*. L'exemple américain, qui, à la suite de la traduction de Tocqueville par F. A. Rüders (1836), se retrouva toujours plus au cœur de la réflexion théorique sur les formes de domination du peuple, joua un rôle déterminant²⁶⁶. Le *Brockhaus* de 1838 remarquait ainsi :

« La démocratie, en tant que véritable domination du peuple, a ses terres en Amérique. Elle y fera encore longtemps valoir ses droits. Elle ne continuera pas seulement à se transformer au gré des aspects qu'elle est capable de revêtir : plus les langues européennes [...] s'y enracineront et y gagneront du terrain, et plus elle exercera en retour une grande influence, une très forte influence sur la vieille Europe²⁶⁷. »

Les États-Unis [864] – et l'Angleterre dans une moindre mesure – devinrent un modèle de démocratie modérée ou représentative, vers lequel se tournèrent souvent, après l'échec de la Révolution française, les espoirs des forces libérales :

« L'avantage de cette forme de gouvernement, c'est que la volonté du peuple ne s'y concrétise pas dans ses effusions spontanées et directes, souvent passionnées et confuses, mais immédiatement de manière épurée, modérée et décantée, au travers d'une série d'intermédiaires et d'organes [...]. La démocratie absolue se révèle extrêmement dangereuse dans ses effets, notamment, comme il arrive trop aisément, lorsque le pouvoir, reposant sans limite ni contrepoids entre les mains d'une assemblée populaire, est utilisé de manière abusive par celle-ci ou par ses meneurs, pour intervenir sans réserve en toutes circonstances et construire la toute-puissance de l'État, en totale contradiction avec la liberté personnelle de chacun. La démocratie représentative, notamment telle qu'elle est organisée aux États-Unis, s'illustre de la manière la plus avantageuse qui soit parce que le principe d'un gouvernement du peuple par lui-même est en tout point respecté avec une rigueur et une attention extrêmes, et que le pouvoir de l'État se trouve par conséquent autant que possible limité au strict nécessaire²⁶⁸. »

c) Démocratie, aristocratie et monarchie

- 5 [865] Les déplacements opérés au sein de la discussion théorique – de la démocratie absolue vers la démocratie représentative, de la démocratie primitive présente sur un territoire réduit et primitif vers la démocratie culturellement développée s'étendant sur un vaste territoire – tendaient aussi, en fin de compte, à atténuer, sur le plan constitutionnel, l'opposition avec l'aristocratie, mais surtout avec la monarchie. Plus la démocratie était conçue tout simplement comme une composante et un ingrédient de l'organisation constitutionnelle – davantage que comme une forme spécifique d'État, distincte des autres –, moins elle était envisagée dans une opposition absolue à ces formes de gouvernement. Certes, l'opposition révolutionnaire entre l'aristocratie et la démocratie perdura encore au XIX^e siècle. Ainsi, Bülow envisageait par exemple la

démocratie comme le contraire du « principe aristocratique²⁶⁹ ». De même, Meyer percevait une opposition entre ces deux formes de gouvernement : « Ici, égalité des droits et des devoirs ; là, privilèges et droits spécifiques. Les deux formes ne peuvent que se combattre, et ce jusqu'à l'anéantissement de l'adversaire²⁷⁰. » Toutefois, *L'Encyclopédie d'aujourd'hui [Conversations-Lexikon der Gegenwart]* (1838) tendait à relativiser cette opposition, en renvoyant au fait que dans toute l'Europe, à l'exception de l'Angleterre, l'aristocratie, en tant qu'ordre [*Stand*], était déclinante et que seule la monarchie représentait désormais, pour la démocratie, un réel adversaire²⁷¹. En 1849, Steger constatait aussi [865] la fin de l'aristocratie traditionnelle, mais il entendait associer une aristocratie modernisée à une démocratie neutralisée par une telle alliance.

« Par le biais du système bicaméral, l'aristocratie et la démocratie peuvent être placées sur un pied d'égalité, l'une exerçant un contrôle sur l'autre. Il convient cependant de prendre l'aristocratie véritable et la vraie démocratie. L'aristocratie d'autrefois était la noblesse, tandis que le corps social intermédiaire [*Mittelstand*] formait la démocratie. Cette situation est révolue. La noblesse, en tant qu'ordre [*Stand*], a perdu ses droits et la classe moyenne ne correspond plus à la démocratie. Si les gouvernements reconnaissent cette vérité, ils peuvent laisser tomber la noblesse, former une aristocratie d'aujourd'hui sur les bases de l'ancienne démocratie et accorder à la nouvelle démocratie la place qui lui revient. À notre époque, qu'est-ce qui donne droit à une position aristocratique ? L'intelligence et l'argent. Ces deux forces doivent être constituées ensemble ; si l'on ne retenait que la seconde en oubliant la première, on reproduirait alors les erreurs des premières constitutions. Dans la première chambre devraient ainsi prendre place des représentants des grandes fortunes, des commerçants, des fabricants et des riches indépendants, des savants, des médecins, des avocats, des membres du clergé, des professeurs et des fonctionnaires. La formation de la seconde chambre devrait résulter du suffrage universel. Une telle répartition produirait des effets bénéfiques²⁷². »

- 6 On restait aussi conscient de la possibilité d'une alliance entre les forces démocratiques et une monarchie éclairée. Hartleben remarquait ainsi en 1824 :

« Par chance, dans cette guerre politique, la démocratie ne combat pas la monarchie, mais lutte seulement contre les prétentions de l'aristocratie. Il nous est permis d'espérer que l'équité saura prévaloir de part et d'autre ; pour ce qui en particulier concerne l'Allemagne constitutionnelle, les souverains, dans presque tous ses territoires, se sont assurés que les états [*Stände*], emplis d'amour, de fidélité et d'attachement, ne cherchent pas à saper le principe monarchique et ne s'opposent, bien plutôt, qu'aux erreurs et à l'arbitraire ministériels²⁷³. »

L'article « démocratie » du *Lexique de presse et de conversation [Zeitungs- und Conversationslexikon]* de Hübner tentait même de jeter un pont entre les principes politiques de la Sainte-Alliance et la démocratie, de sorte que cette dernière était définie, de manière très vague, comme la souveraineté [*Herrschaft*] des intérêts généraux de la famille des États – ou de la majeure partie d'entre eux, « même si elle devait ne pas disposer de droits politiques ».

« Que cet intérêt ait la possibilité de prédominer aussi dans la monarchie ne semble naturellement pas présenter de danger, et comme cette dernière ne se sent pas menacée par une telle possibilité, les lois de la très sage Alliance n'ont apporté aucune modification sur ce point, car l'on y rend hommage au principe de l'intérêt national, qui est toujours commun à la monarchie héréditaire et à son peuple²⁷⁴. »

- 7 À l'inverse, Hegel s'oppose au mélange des concepts de monarchie et de démocratie. Au début des années 1820, il écrit dans les *Principes de la philosophie du droit* : « Il n'est pas

pertinent que l'on ait, à l'époque présente, tant parlé de l'élément démocratique ou aristocratique dans la monarchie ; car les déterminations que l'on a en vue à ce propos, dans la mesure précise où elles ont lieu dans la monarchie, [866] ne sont plus quelque chose de démocratique ou d'aristocratique²⁷⁵. » Sans s'embarrasser de tels scrupules conceptuels, l'article de Steger (1849) envisage comme un objectif souhaitable pour l'avenir une « monarchie démocratique ». Si le projet de démocratiser la monarchie devait échouer, la démocratie tombera selon lui « dans les bras du socialisme²⁷⁶ ». Dans cet article, comme chez Robert Blum²⁷⁷, la formule, due à Frédéric-Guillaume IV, d'une « monarchie reposant sur base démocratique aussi large que possible » est citée comme le mot d'ordre de cette époque. Et le *Brockhaus* de 1852 pouvait encore constater que « la démocratie dirige davantage ses attaques contre le principe aristocratique que contre le principe monarchique » et que, « par le passé, la monarchie a cherché et trouvé dans la démocratie son allié contre l'aristocratie²⁷⁸ ». À la fin des années 1850, Bluntschli a résumé les discussions sur la relation de la monarchie aux courants démocratiques dans la maxime selon laquelle la prise en compte et la juste organisation des éléments démocratiques, et non leur répression, constituait la tâche politique de l'Europe monarchique. « En reconnaissant sereinement l'élément démocratique dans sa légitimité naturelle, la monarchie trouve en lui son plus sûr soutien et détient dans le même temps le pouvoir de faire obstacle, grâce aux organisations organiques, aux soubresauts et aux excès de cet élément²⁷⁹. » La démocratie représentative, étroitement imbriquée à la royauté, apparaît ici comme le point final d'une discussion théorique partie de la démocratie absolue et de son opposition insurmontable à l'aristocratie et à la monarchie. La transformation de la théorie classique est manifeste : ce qui passait là pour la marque des régimes aristocratiques est désormais intégré, en tant que « démocratie représentative », dans une conception élargie de la démocratie. En fin de compte, celle-ci devient bien le type fondamental prédominant.

- 8 La confrontation avec la démocratie moderne, étendue à de grands États et en même temps libérée des anciens stigmates de l'instabilité politique, est assurément déterminante dans l'assouplissement du concept de démocratie tel qu'il était entendu auparavant. « Avec ordre et vigueur, la démocratie peut se maintenir au sein d'États, comme en témoigne l'histoire de la Grèce et de Rome et ainsi que le prouve l'exemple plus récent des États nord-américains. Elle ne saurait par conséquent se confondre avec l'anarchie²⁸⁰. » Dans cette perspective, outre le concept de démocratie représentative, il convient de noter, comme autre acquis théorique majeur, une revalorisation constante de la démocratie – prélude et anticipation du sens positif que le terme a acquis au XIX^e siècle, par un contraste marqué avec la doctrine plus ancienne. Ce n'est qu'en dehors de la bourgeoisie libérale, parmi les opposants conservateurs de cette époque et les socialistes utopistes que le terme de « démocratie » demeura marqué – avec des nuances tantôt positives, tantôt négatives – par la radicalité et la netteté de la théorie classique.

2. Le « principe démocratique »

- 9 [867] Une deuxième ligne d'évolution – hors du domaine plus restreint de la réflexion constitutionnelle – conduit à une conception sociale et spirituelle de la démocratie et à la doctrine du « principe démocratique²⁸¹ ». On entendait par là, en référence vague à la théorie aristotélicienne de la *politeia*, « la constitution résultant directement d'un acte

d'union, sans qu'une autre institution positive soit mise en place²⁸² » (Rotteck). L'idée fondamentale était déjà exprimée chez Hartleben, qui distinguait une conception étroitement politique et une conception plus large de la démocratie :

« La démocratie n'est possible que dans une république ou dans les États qui ne connaissent pas de titres héréditaires. Pour autant, tout État bien ordonné, dont les citoyens jouissent de la liberté politique, c'est-à-dire prennent une part, reconnue par la loi, aux décisions relatives aux affaires publiques, contient en lui-même un principe démocratique, lequel fait uniquement défaut sous le despotisme absolu²⁸³. »

Rotteck a développé plus avant la compréhension libérale de ce principe démocratique dans le *Lexique de l'État [Staats-Lexikon]**. Selon cette conception, la démocratie en tant que principe, et non en tant que forme de domination [*Herrschaft*], était au fondement de toute constitution politique – qu'elle soit monarchique ou aristocratique –, en vertu de l'idée d'un contrat social originel. Par conséquent, il restait en permanence nécessaire de garantir le principe démocratique originel dans l'« État de droit », autrement dit dans l'« idée d'une domination légale de la volonté générale ». Pour cette raison, Rotteck réclamait que la représentation de cette « volonté générale » fût établie constitutionnellement dans une « commission du peuple », sur la base d'une « élection libre sagement régulée », et non par le suffrage universel et égalitaire. Rotteck combinait cela avec un rejet strict des privilèges aristocratiques devenus absolus, d'une part, et la référence à la monarchie, d'autre part. Il cherchait à résoudre le problème de la démocratie moderne en opposant le « principe monarchique-démocratique » à un principe « républicain-démocratique » dangereux, qui ne pouvait se concrétiser que par un coup d'État : « La Terreur de Robespierre ne reposait pas sur le principe démocratique, c'est-à-dire sur un principe tourné vers des droits pour tous, qui a aussi peu en commun avec le jacobinisme qu'avec l'absolutisme chinois²⁸⁴. » [868] L'attitude ostensiblement favorable vis-à-vis de la monarchie, qui va de pair avec le rejet de la démocratie radicale jacobine, est révélatrice, dans ce texte qui décrit les attentes et les exigences de la bourgeoisie libérale auxquelles le développement futur de la démocratie devra répondre ; mais les réticences prudentes à préciser les visées constitutionnelles du mouvement démocratique sont également instructives. Le principe démocratique ne réclamait aucunement la pleine mise en œuvre de la démocratie politique, en tant que régime politique [*Staatsform*]. Il pouvait tout autant se concrétiser dans une monarchie constitutionnelle et était en fin de compte indépendant des dispositions constitutionnelles en vigueur. Comme les principes aristocratique et monarchique, auxquels il s'opposait, en une formule, à des fins de propagande, le principe démocratique demeurait suspendu entre la réalité politique de cette époque et l'idéalité d'une revendication née du pur entendement. Et, comme cette dernière, il contribua à dépouiller les formes de gouvernement aristotéliennes traditionnelles de leur contenu politique concret, à les transformer en tendances, en principes et en mouvements, capables de composer avec de multiples mélanges historiques.

- 10 Dans cette situation, il est logique que la conception politique de la démocratie ait finalement cédé le pas à une conception sociale et idéale de celle-ci. En Allemagne, cette situation était déjà atteinte à la fin des années 1830. Certes, le *Brockhaus* de 1840 reprenait encore dans sa définition du concept l'acception politique traditionnelle. À celle-ci s'ajoutaient cependant déjà deux autres définitions, de plus en plus importantes et qui constituaient le point central de l'article : « la démocratie en tant que pouvoir des intérêts et des besoins matériels des masses populaires ou de la plus grande partie

du peuple, laquelle s'affirme partout, au sein de toute constitution, dans la mesure où le peuple réclame partout à manger [...] et un salaire entier et correct, ce qui est lié à la liberté de commerce, à la possibilité d'acquiescer et à la sécurité juridique, qui ne peut absolument pas se concevoir sans égalité des droits » ; et la démocratie en tant que « pouvoir [*Macht*] des intérêts spirituels et moraux supérieurs, à savoir l'élévation morale des peuples, la justice, la vérité et l'activité désintéressée au service du bien de l'ensemble, qu'elle fait apparaître comme la mission suprême de la vie de l'État²⁸⁵ ».

- 11 Le pouvoir des intérêts matériels, la question sociale et sa charge explosive inattendue empêchèrent que l'évolution du concept de démocratie ne s'achève, sans problème, comme chez Rotteck, dans l'imbrication des espoirs démocratiques et des intérêts de la bourgeoisie libérale. Le *Brockhaus* de 1840 indiquait la ligne de démarcation qui devenait perceptible dans le camp démocratique du *Vormärz* : on rencontrait l'idée selon laquelle

« non seulement la base politique, mais aussi la base sociale de l'état de la société qui a prévalu jusqu'à présent connaîtrait une transformation, que la classe possédante (la bourgeoisie) perdrait, au profit de la classe non possédante (le vrai peuple), tout ou partie des privilèges politiques dont elle jouissait jusqu'alors, mais aussi de la base matérielle de cette prérogative, sa fortune ; et qu'ainsi non seulement l'égalité politique complète, mais aussi l'égalité matérielle et sociale de toutes les classes de la société devrait être instaurée. C'est ainsi que l'on a parlé d'un régime social-démocratique, d'une république démocratique et sociale comme étant nécessairement la finalité de l'évolution [869] du principe démocratique. Sur ce point, le parti démocratique (ou bien, comme on l'entend fréquemment dire de nos jours, d'une manière qui n'est cependant pas correcte du point de vue linguistique, la démocratie) est partagé entre un parti purement démocrate, qui ne reconnaît et n'affirme que les conséquences politiques du principe démocratique, à savoir le suffrage universel et l'égalité absolue des droits civiques, et un parti social-démocrate, qui ne considère ces progrès politiques que comme un moyen d'atteindre l'égalité sociale générale parmi les hommes²⁸⁶. »

Lorenz von Stein a établi un lien entre « le fait historique » de la « démocratie sociale » sous la II^e République en France et la question de la constitution et de l'administration. Il lui paraissait certain que, « dorénavant, il n'y aura plus de pure démocratie ni de pur socialisme. Le centre de gravité de la vie des États et de l'activité politique est ainsi déplacé et transféré vers la question de la constitution et de l'administration²⁸⁷. » Le noyau de la prophétie de Stein est resté en gros valable s'agissant de l'évolution de la social-démocratie allemande. Il en va autrement du marxisme révolutionnaire, qui ne voyait dans la démocratie « pure » qu'une étape préalable, qu'il fallait combattre et dépasser dès qu'elle était atteinte²⁸⁸.

3. L'historicisation du concept

- 12 Ce fut un besoin impérieux du XIX^e siècle de situer la démocratie ainsi comprise – c'est-à-dire comme tendance, principe et mouvement historique – dans le cours de l'histoire européenne, de déterminer en quelque sorte le « thème astrologique » des idées démocratiques modernes. Cette démarche fut cependant mise en œuvre d'une manière totalement nouvelle et différente de celle qui avait prévalu durant la période qui précéda la Révolution. Lorsque l'on examinait autrefois les composantes et l'origine des formes de gouvernement démocratiques, on procédait ainsi pour l'essentiel dans la continuité des théories cycliques traditionnelles – autrement dit en cherchant à décrire les tendances sociales et spirituelles susceptibles de conduire, à partir de l'aristocratie,

de la monarchie ou de leurs formes déviantes, à un « basculement » vers la démocratie, dans le but d'esquisser ainsi des règles de conduite pour les gouvernants. Le XIX^e siècle rompit avec les visées pragmatiques de telles approches, tout autant qu'avec leur caractère résolument cyclique. Pour la plupart des théoriciens, la démocratie ne représentait plus un état constitutionnel dont l'apparition était conditionnée par d'autres formes et qui pouvait être un jour remplacé par un autre type de gouvernement, mais la fin de l'histoire, en vue de laquelle la « tendance historique », depuis des siècles, avait mobilisé toutes ses forces. Dans cette optique, on s'efforçait désormais de proposer une explication générale du phénomène, attentive à tous les paramètres. Historiquement, ce questionnement s'orienta dans trois directions, pour ne mentionner que les tentatives d'explication les plus importantes : a) à partir de la préhistoire de la démocratie dans l'Antiquité ; b) à partir de l'idée de l'« ancienne liberté germanique » ; c) à partir du protestantisme (anglo-saxon).

a) La référence à la *polis*

- 13 [870] En Allemagne, le nombre de ceux qui voyaient dans la communauté démocratique antique le modèle historique de la démocratie moderne était réduit. Passée la parenthèse de la Révolution française, la formule révolutionnaire : « Ainsi faisaient les Romains », en tant que mot d'ordre politique ou étalon historique pour la comparaison, n'a pas eu d'effets durables, que ce soit en France ou en Allemagne. Certes, la composante humaniste des tentatives d'organisation démocratiques et républicaines modernes était bien présente. Cependant, l'histoire ancienne, qui travaillait depuis Niebuhr en s'appuyant sur une critique des sources rigoureuse, avait fait émerger un regard fondamentalement plus sceptique et plus nettement dégagé des idéalizations excessives sur la réalité de la démocratie antique que ce n'était le cas en France et en Allemagne à l'époque de la Révolution. On soulignait ainsi de manière presque générale que la démocratie antique n'avait pas connu l'égalité absolue de tous les citoyens, voire de tous les êtres humains, s'agissant de leurs droits politiques :

« Ni l'absence totale de droits pour la plus grande partie de la population, à savoir les esclaves, ni les distinctions que la législation opère parmi les citoyens à part entière quant à leur participation au pouvoir (par exemple le fait que la constitution solonienne exclut des magistratures la classe censitaire la plus basse) n'étaient considérées comme incompatibles avec l'essence de la démocratie, même si, à cet égard, la force croissante du principe démocratique tendait à s'affirmer dans la suppression progressive de ces inégalités, dans le transfert de l'autorité publique vers la masse du peuple sans distinction et ainsi dans l'élévation de la classe la plus basse, qui est aussi la plus forte par le nombre, au-dessus des autres classes²⁸⁹. »

b) La référence à l'« ancienne liberté germanique »

- 14 Plus prégnant se révèle le motif de l'« ancienne liberté germanique », dans laquelle on voulait voir, notamment dans les rangs des libéraux allemands qui s'intéressaient à l'histoire constitutionnelle, une manière de modèle originel de la démocratie moderne. Les composantes de ce modèle historique étaient les suivantes : « l'égalité presque complète entre tous les hommes libres » chez les peuples germaniques, au sein desquels « ces hommes libres se gouvernaient véritablement eux-mêmes » – une situation interprétée, dans la perspective libérale moderne, comme une absence de contrainte

seigneuriale et l'obligation, pour les gouvernants, de soumettre leurs actions au consentement de l'assemblée du peuple. Dans cette vision de l'histoire, cet « état de liberté et d'égalité générales » fut abandonné dès le Haut Moyen Âge sous l'effet de la formation du droit féodal, la plus grande partie des hommes initialement de même rang tombant sous la dépendance d'une minorité, au sommet de laquelle se tenait le roi, premier seigneur féodal. « L'égalité démocratique se transforme ainsi en une stratification aristocratique et monarchique. » L'ancienne constitution démocratique ne se maintint que dans quelques territoires de l'Europe, comme les premiers cantons suisses, « et ces petites démocraties sortirent bientôt totalement de l'union du grand empire féodal pour former des républiques indépendantes ». Au sein des grands États féodaux, un mouvement démocratique se développa au contraire par le bas, particulièrement marqué dans les villes, le commerce et l'industrie ; il toucha même progressivement les classes [*Stände*] inférieures maintenues dans une dépendance féodale et enfin les paysans. « Ainsi, le peuple, repoussé et opprimé avec tant de mépris par le groupe statutaire [*Stand*] dominant au Moyen Âge, était progressivement sorti, un groupe après l'autre, [871] de cet état de servitude et de relégation pour parvenir à une égalité plus ou moins complète avec groupe statutaire qui était auparavant seul légitime. » Cependant, d'après ces analyses, cette évolution ne s'arrêta pas là. Comme une nouvelle aristocratie de l'argent et de la propriété se forma derechef au sein de la « société des égaux » engendrée par la Révolution française, le principe démocratique continua d'agir : « C'est dans cette optique que l'on a proclamé, comme un postulat nécessaire et comme la conséquence évidente du principe démocratique, le suffrage universel et le pouvoir du nombre, à travers l'abolition de toute condition restrictive, comme la fortune, la propriété foncière, le cens, etc.²⁹⁰ »

c) La référence à la tradition protestante

- 15 En dernier lieu, il convient de conserver à l'esprit le *topos* le plus prégnant dans l'approche visant à déterminer, au XIX^e siècle, les antécédents historiques de la démocratie : le lien entre la forme de gouvernement démocratique, d'une part, et l'esprit et l'histoire de la confession protestante, d'autre part. À l'époque du *Vormärz*, ce rapprochement, déjà formulé çà et là – notamment à des fins polémiques dans les rangs des traditionalistes catholiques en France –, a été rendu populaire par le livre de Tocqueville sur l'Amérique (1835-1840), à l'heure où l'on soulignait aussi, au-delà de l'héritage spécifiquement protestant, l'importance de la tradition chrétienne en général (valeur infinie accordée à l'âme individuelle et ainsi à l'individualité, égalité des hommes devant Dieu, etc.). En Allemagne, cette doctrine se conjugua avec l'accent mis sur les influences issues des traditions germaniques. Gervinus, qui a largement développé cette théorie dans son *Introduction à l'histoire du XIX^e siècle* [*Einleitung in die Geschichte des 19. Jahrhunderts*] (1853), peut ici être mentionné comme principal témoin. Selon lui, « la grande mission incombait aux peuples germaniques, après avoir éveillé l'esprit et la sensibilité dans le domaine religieux, de fonder également les premiers régimes libres au sein de l'Église et de l'État ». « L'esprit de fraternité » [*Genossenschaft*] du Moyen Âge se serait transformé à l'époque moderne en un « esprit de l'individualisme, qui a semé les graines de la liberté démocratique ». Dans tous les domaines de l'existence, [872] « la nature du peuple allemand » aurait fait montre d'une exigence d'éducation et de libre mouvement des forces. C'est sur cela que « repose tout système démocratique et la possibilité qu'il perdure ; tel est le grand enseignement que

les tribus germaniques ont livré au monde latin de jadis et comme au monde slave d'aujourd'hui, par rapport aux époques postérieures²⁹¹ ». Les institutions politiques et religieuses germaniques-protestantes annoncèrent les « conséquences démocratiques » (p. 45) de l'époque moderne. Au sein du calvinisme, des éléments aristocratiques apparurent dans un premier temps : « [Les idées de la Réforme] connurent alors, avec le calvinisme, une phase aristocratique en Europe occidentale et elles trouvèrent dans les prolongements puritains de celui-ci leur épanouissement démocratique, temporairement en Angleterre et durablement en Amérique [du Nord] » (p. 49), cette dernière se voyant radicalement découplée de l'Amérique latine, « de sa barbarie originelle et de son avilissement de l'homme » (p. 89). Gervinus pensait que la démocratie libérale était à nouveau, depuis 1789, sur la voie du succès au sein de la vieille Europe et prédisait qu'elle se réaliserait également en Russie²⁹².

- 16 Le tableau partisan que Gervinus propose de la nouvelle trajectoire de la démocratie n'est pas resté sans contestation ni opposition. Dans son texte *La démocratie en Allemagne* [*Die Demokratie in Deutschland*] (1853), notamment, le catholique Heinrich Zoepfl, spécialiste de droit public, s'efforça de réfuter en détail les affirmations du célèbre historien de la littérature²⁹³. Le texte de Gervinus resta néanmoins important, car il mettait en lumière, sans détour et de manière emblématique, une idée préconçue de l'Allemagne libérale : à savoir la conviction que les ultimes conséquences de la Réforme – laquelle, pour sa part, était conçue comme un fait de l'esprit germanique – s'exprimaient dans les mouvements démocratiques modernes et que, pour cette raison, l'épanouissement et le destin futur de la démocratie dépendaient fondamentalement des réalisations et de la modération apportées par les forces protestantes.

4. L'adieu à l'Antiquité

- 17 À la fin de la réflexion sur la démocratie qui occupa tout le XIX^e siècle, on prit conscience qu'un profond fossé séparait la démocratie antique et la démocratie moderne, la conception traditionnelle et la réalité contemporaine de la forme de gouvernement démocratique.

« La démocratie moderne, remarquait Bluntschli en 1857, diffère fondamentalement de la démocratie des anciens Grecs [...]. La démocratie moderne a précisément rejeté les éléments caractéristiques de la démocratie antique que sont le tirage au sort des magistrats et les assemblées populaires ; elle veut que les charges et les fonctions soient attribuées au moyen d'une élection, elle veut, à la place d'une assemblée populaire à l'état brut, des corps représentatifs élus. Sous ses deux aspects principaux, le principe démocratique a été modifié par la préférence aristocratique accordée aux hommes les plus avisés et les plus capables. La démocratie antique était directe, la démocratie moderne est représentative [...]. C'est la raison pour laquelle les conceptions et les traditions des Anciens [873] sont insuffisantes lorsque nous voulons appréhender la démocratie représentative moderne et la distinguer des autres formes de gouvernement²⁹⁴. »

Wagener soulignait bien que la « démocratie ancienne » et la « démocratie moderne » voulaient atteindre le même but, « à savoir la liberté, jointe à l'égalité » ; cependant, la démocratie moderne était selon lui une exigence de la raison née de la théorie, tandis que la conception antique de la démocratie, du moins celle d'Aristote, reproduisait la *politeia* concrète, exposée en permanence à la menace d'une domination de la populace²⁹⁵.

- 18 L'évolution de la théorie au XIX^e siècle, il est vrai, montre que, dans ce domaine également, les abstractions conceptuelles et les simples reprises de traditions s'effacèrent très vite devant la nouveauté et la singularité de la réalité historique ; et dès le milieu du siècle, le développement de la notion de démocratie, s'éloignant des concepts antiques et même, en fin de compte, de la concrétisation de ce terme dans les constitutions politiques, emprunta de nouvelles directions.
- 19 (Hans Maier)

BIBLIOGRAPHIE

- Blum, Robert (1852) : *Volksthümliches Handbuch der Staatswissenschaften und Politik. Ein Staatslexikon für das Volk*, 2 vol., Leipzig.
- Bluntschli, Johann Caspar / Brater, Karl Ludwig Theodor (1857) : *Deutsches Staats-Wörterbuch*, vol. II, Stuttgart.
- Böckenförde, Ernst-Wolfgang (1961) : *Die deutsche verfassungsgeschichtliche Forschung im 19. Jahrhundert*, Berlin.
- Brockhaus (1830) : *Conversations-Lexikon*, 7^e éd. (rééd.), vol. III, Leipzig.
- Brockhaus (1838) : *Conversations-Lexikon der Gegenwart*, vol. I, Leipzig.
- Brockhaus (1840) : *Conversations-Lexikon*, 8^e éd., vol. III, Leipzig.
- Brockhaus (1852) : *Conversations-Lexikon*, 10^e éd., vol. IV, Leipzig.
- Bülau, Friedrich (1832) : *Encyclopädie der Staatswissenschaften*, Leipzig.
- Fraenkel, Ernst (1959) : *Amerika im Spiegel des deutschen politischen Denkens*, Cologne.
- Gervinus, Georg Gottfried (1853) : *Einleitung in die Geschichte des neunzehnten Jahrhunderts*, Leipzig.
- Hartleben, D. Theodor (1824) : *Geschäftslexikon für die deutschen Landstände, Staats- und Gemeindebeamten*, vol. I : A-G, Leipzig.
- Hegel, Georg Wilhelm Friedrich (2013) : *Principes de la philosophie du droit*, trad. J.-F. Kervégan, Paris.
- Hendrich, J. von (1816) : *Einige entferntere Gründe für Ständische Verfassung*, Leipzig.
- Hübner, Johann (1824) : *Reales Staats- und Zeitungslexikon*, 31^e éd., rev. par F. A. Rüder, vol. I, Leipzig.
- Kluge, Friedrich / Mitzka, Walter (1960) : *Etymologisches Wörterbuch der deutschen Sprache*, 18^e éd., Berlin.
- Krug, Wilhelm Traugott (1827) : *Allgemeines Handwörterbuch der philosophischen Wissenschaften, nebst ihrer Literatur und Geschichte*, vol. I., Leipzig.
- Manz (Verlag) (1850) : *Allgemeine Realencyklopädie oder Conversations-Lexikon für das katholische Deutschland*, éd. par Wilhelm Binder, vol. III, Ratisbonne.

- Meyer, Joseph (1846) : *Meyers Konversations-Lexikon (große Ausgabe)*, vol. VII.4, Leipzig.
- Pierer, A. H. (1841) : *Universal-Lexikon der Gegenwart und Vergangenheit oder neuestes encyklopädisches Wörterbuch der Wissenschaften, Künste und Gewerbe*, 2^e éd., vol. VII, Altenburg.
- Pölit, Karl Heinrich Ludwig (1823) : *Die Staatswissenschaft im Lichte unserer Zeit*, vol. I, Leipzig.
- Rotteck, Karl von / Welcker, Carl Theodor (éd.) (1837) : *Staats-Lexikon oder Encyclopädie der Staatswissenschaften*, vol. IV, Altona.
- Rotteck, Karl von / Welcker, Carl Theodor (éd.) (1846) : *Staats-Lexikon oder Encyclopädie der Staatswissenschaften*, 2^e éd., vol. III, Altona.
- Schlözer, August Ludwig von (1793) : *Stats-Gelartheit*, vol. I, Göttingen.
- Steger, Friedrich (éd.) (1849) : *Ergänzungsblätter zu allen Conversations-Lexiken*, n° 207, vol. IV.4, Leipzig.
- Stein, Lorenz von (1921 [1850]) : *Geschichte der sozialen Bewegung in Frankreich*, 3^e éd., réimp., vol. III, Munich.
- Wagener, Herrmann (1861) : *Staats- und Gesellschaftslexikon*, vol. VI, Berlin.
- Weitzel, J. (1819) : *Hat Deutschland eine Revolution zu fürchten?*, Wiesbaden.
- Zoepfl, Heinrich (1853) : *Die Demokratie in Deutschland. Ein Beitrag zur wissenschaftlichen Würdigung von: G. G. Gervinus, Einleitung in die Geschichte des neunzehnten Jahrhunderts*, Stuttgart.

NOTES

255. Steger (1849), p. 801.
256. Voir Krug (1827), p. 486 ; Manz (1850), p. 326-327 ; cf. Pierer (1841), p. 189 : « La démocratie, dans sa pureté, ne peut exister que chez un peuple au sein duquel règnent la simplicité des mœurs et l'estime portée à la vertu. Les États libres d'Amérique du Nord constituent aujourd'hui la seule véritable démocratie existante ».
257. Pölit (1823), vol. I, p. 441. Le terme et l'idée sont cependant antérieurs (voir *supra*).
258. *Ibid.*, p. 441-442.
259. Le *Meyers Konversations-Lexikon* (Meyer [1846], p. 135) affirme par exemple que la démocratie représentative s'expose au risque d'« engendrer d'elle-même l'aristocratie ou bien de sombrer dans l'anarchie ».
260. Blum (1852), vol. II, p. 392 sq., article « Volksherrschaft ».
261. Meyer (1846), p. 135.
262. Brockhaus (1852), article « Demokratie ».
263. Bluntschli / Brater (1857), p. 699 et p. 704, article « Demokratie ».
264. L'expression figure chez Bluntschli / Brater (1857), p. 699 et dans Brockhaus (1852), p. 689.
265. Schlözer (1793), vol. I, p. 128-129.
266. Voir Fraenkel (1959).
267. Brockhaus (1838), p. 914.
268. Brockhaus (1852), p. 689-690.
269. Bülow (1832), p. 288.
270. Meyer (1846), p. 136.
271. Brockhaus (1838), p. 221, article « Aristokratismus und seine Gegensätze ». Il convient de noter dans ce volume l'un des premiers témoignages du rapprochement entre le libéralisme et la démocratie, qui ne devint courant que bien plus tard en Allemagne : « Lorsque le libéralisme se

sera encore davantage purifié des scories des tendances démocratiques qui l'ont défiguré au cours des dernières décennies, il sera de plus en plus généralement reconnu que la monarchie, elle aussi, n'avait dans la fausse aristocratie que de faux amis et des adversaires secrets, et qu'elle doit au contraire chercher ses défenseurs les plus courageux et les plus fidèles, si besoin est, dans l'association de la vraie aristocratie et du vrai libéralisme. » (p. 222).

272. Steger (1849), p. 803.

273. Hartleben (1824), p. 237-238.

274. Hübner (1824), p. 346.

275. Hegel (2013), p. 462.

276. Steger (1849), p. 808.

277. Blum (1852), vol. I, p. 688.

278. Brockhaus (1852), p. 688.

279. Bluntschli / Brater (1857), p. 712.

280. Hartleben (1824), p. 236 sq.

281. Le mot est probablement apparu pour la première fois chez Görres en 1814 (d'après Kluge / Mitzka [1960], p. 126). La « sensibilité démocratique » (Hendrich [1816]) et l'« esprit démocratique » constituent d'autres expressions de cette période. La seconde apparaît déjà chez J. Weitzel ([1819], p. 102-103), qui écrit : « J'ai dit plus haut que l'humeur de l'époque était essentiellement démocratique. Dans les pays éclairés, cependant, elle l'est particulièrement. Le mot n'effraiera pas celui qui connaît le sujet. Liberté et égalité, cet appel tant décrié [...], constitue le mot d'ordre de l'époque actuelle, qui, s'il n'est pas universellement connu et prononcé publiquement, résonne néanmoins dans le cœur des peuples. La liberté, le pouvoir d'obéir à la loi uniquement, l'égalité, l'obligation générale d'être soumis à une seule et même loi [...] : il n'est guère besoin de mentionner que cet esprit démocratique est essentiellement monarchique ».

282. Rotteck / Welcker (1846), p. 712 sq. Cf. Brockhaus (1830), p. 103.

283. Hartleben (1824), p. 236.

*. * N.d.T. : Le *Staatslexikon*, avec pour sous-titre *Encyklopaedie der Staatswissenschaften*, a paru en 1834. Ses auteurs principaux sont Karl von Rotteck et Carl Theodor Welcker.

284. Rotteck / Welcker (1837), p. 261.

285. Brockhaus (1840), p. 372.

286. Ibid.

287. Stein (1921 [1850]), p. 406.

288. Voir *infra*, chap. VI.4 « Marx et Engels ».

289. Brockhaus (1852), p. 685.

290. Ibid. La suite du propos mérite d'être notée : « Ce point de vue s'accompagne en outre fréquemment de l'idée que, de cette façon, non seulement la base politique, mais aussi la base sociale de l'état de la société qui a prévalu jusqu'à présent connaîtrait une transformation, que la classe possédante (la bourgeoisie) perdrait, au profit de la classe non possédante (le vrai peuple), tout ou partie des privilèges politiques dont elle jouissait jusqu'alors, mais aussi de la base matérielle de cette prérogative, sa fortune ; et qu'ainsi non seulement l'égalité politique complète, mais aussi l'égalité matérielle et sociale de toutes les classes de la société devrait être instaurée. C'est ainsi que l'on a parlé d'un régime social-démocratique, d'une république démocratique et sociale comme étant nécessairement la finalité de l'évolution du principe démocratique. Sur ce point, le parti démocratique (ou bien, comme on l'entend fréquemment dire de nos jours, d'une manière qui n'est cependant pas correcte du point de vue linguistique, la démocratie) est partagé entre un parti purement démocrate, qui ne reconnaît et n'affirme que les conséquences politiques du principe démocratique, à savoir le suffrage universel et l'égalité absolue des droits civiques, et un parti social-démocrate, qui ne considère ces progrès politiques que comme un moyen d'atteindre l'égalité sociale générale parmi les hommes. » (p. 687). Sur la

projection des revendications constitutionnelles contemporaines sur l'histoire constitutionnelle allemande, voir Böckenförde (1961), en particulier p. 74 *sq.*, p. 99 *sq.* et p. 134 *sq.*

291. Gervinus (1853), p. 41-42.

292. Ibid.

293. Zoepfl (1853).

294. Bluntschli / Brater (1857), p. 698-699.

295. Wagener (1861), p. 107-108, article « Démocratie ».

INDEX

Schlüsselwörter : Demokratie, 19. Jahrhundert

Mots-clés : Démocratie, XIXe siècle

AUTEURS

HANS MAIER

Hans Maier est professeur émérite à l'Université de Munich. Pour plus d'informations, voir la notice suivante.